

LE PEUPLE PALESTINIEN A LE DROIT DE VIVRE LIBRE

Après plusieurs décennies de colonisation des terres palestiniennes par Israël, aucune négociation n'a permis un accord. Israël n'a cessé de favoriser la montée du Hamas pour aboutir à la défaite de l'OLP d'Arafat et du Fatah. Face à cette politique du fait accompli, les gouvernements européens défendent l'idée de négociations sans poser ni le problème de la colonisation de la Cisjordanie, ni du blocus de Gaza, ni du droit au retour des réfugiés, ni de l'exploitation des richesses notamment gazières. Le gouvernement des USA légitime la colonisation et le blocus de Gaza. Des Etats arabes ont signé des traités de paix avec Israël (Égypte, Jordanie...) ; certains comme le Maroc collaborent avec Israël contre les Palestiniens. Sous l'impulsion des USA, des pays du Golfe ont signé les accords d'Abraham abandonnant toute possibilité d'un Etat palestinien viable.

Seuls les peuples, notamment au sein du Collectif Solidarité Palestine d'Annecy (CSPA), ont développé un mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. Après le refus de déploiement de la banderole du CSPA lors de la manifestation du 13 octobre, le PCF (membre du CSPA) a pris l'initiative du rassemblement réussi du 18 octobre (500 personnes). Aidé par les déclarations du ministre Darmanin, le préfet a ensuite interdit les manifestations du 21 et 28 octobre. Le PCF a ensuite participé, aux côtés des autres organisations, aux manifestations successives de novembre et décembre.

Les atrocités des actes terroristes du 7 octobre contre les civils israéliens ne justifient en rien le massacre orchestré par le pouvoir d'extrême droite israélien qui viole toutes les règles du droit international. Le PCF affirme sa solidarité avec toutes les forces progressistes palestiniennes et israéliennes qui luttent pour une solution de paix dans la justice et le droit, avec les familles des otages israéliens qui s'opposent au gouvernement Netanyahu, avec les familles palestiniennes frappées par le deuil.



Le PCF s'engage pour :

- Un cessez-le-feu permanent en Palestine
- La libération de tous les otages détenus par le Hamas et des prisonniers politiques palestiniens, à commencer par Marwan Barghouti
- La mise en place d'un corridor humanitaire
- La cessation de la coopération militaire avec l'État d'Israël et la suspension de l'accord d'association qui lie celui-ci à l'Union européenne tant que le droit international sera bafoué
- La levée du blocus de Gaza mis en place depuis 2007
- La fin de la colonisation israélienne des territoires occupés
- La reconnaissance de l'État de Palestine par la France

Le Parti Communiste Français appelle à la plus large mobilisation contre les logiques de haine et de guerre qui ont ensanglanté le Proche-Orient, pour faire prévaloir l'exigence d'une paix dans la justice et la démocratie entre les peuples palestinien et israélien. Le PCF appelle à participer aux rassemblements qui se tiennent dans toute la France sur la base de cet appel avec l'ensemble des forces progressistes qui se battent pour la paix et la justice.

Le peuple palestinien a le droit de vivre sur sa terre, de choisir librement la société qu'il veut et à avoir un territoire viable avec des frontières sûres, les réfugiés ont le droit au retour là où vivait leur famille.

LE GOUVERNEMENT MET LE LIVRET A ET LE LDDS AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE DE GUERRE

Le macronisme est une nouvelle étape de la dégradation des institutions démocratiques. Les députés de la majorité ont glissé en catimini dans le projet de loi de finances 2024 (bien aidés par les 49.3 successifs) un amendement destiné à mettre le Livret A et le LDDS au service de l'industrie de l'armement. Ce dernier a été retoqué par le conseil constitutionnel à la toute fin du mois de décembre pour un problème de forme. La majorité ne désarme cependant pas et prévoit déjà de remettre cela sur la table avec un projet de loi dès le mois de mars. Si la mesure semble technique, les conséquences seront gravissimes. Ne dit-on pas que le diable se cache dans les détails ?

Le livret A et le LDDS sont les livrets d'épargne les plus utilisés avec une épargne cumulée de 550Mds d'euros (un niveau jamais atteint). Depuis la réforme de 2009 ouvrant la possibilité à toutes les banques d'en proposer, 60% du montant total de l'épargne sont centralisés par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) alors que les autres 40% restent en dépôt au sein des différentes banques privées. L'argent collecté par la CDC va essentiellement servir à financer les organismes du logement social que ce soit pour la construction ou la rénovation. Les banques privées utilisent alors les 40% restants pour financer les entreprises.

Depuis maintenant deux ans Macron a décidé de placer la France dans une « économie de guerre » pour reprendre ses propres mots. La dernière Loi de Programmation Militaire en est une parfaite illustration en prévoyant qu'on dépensera plus tous les ans pour la guerre que pour l'éducation ! Oui mais voilà, pour arriver aux objectifs fixés par le gouvernement les tout-puissants industriels de l'armement français ont fait savoir qu'ils n'avaient pas des sources de financement suffisantes. Comme toujours avec Macron, les vœux du patronat sont immédiatement exaucés !

En novembre un amendement a été glissé en catimini dans le projet de loi de finances par le député macroniste du Rhône Thomas Gassilloud, adopté ensuite par 49.3. Il prévoit que les 40% de l'épargne du Livret A et du LDDS qui restent dans les caisses des banques privées puissent être fléchés vers le financement de l'industrie militaire. Un détail ? Pas vraiment quand on sait que cela fait un potentiel de financement de 220Mds d'euros ! Les députés macronistes ont aussi proposé la création d'un livret spécifique défiscalisé pour financer les industries d'armement. Pratique si on souhaite en fin de mois mettre quelques euros de côté pour financer la production de bombes !



C'est une nouvelle étape franchie dans la course à l'armement qui, contrairement aux dires du gouvernement, ne nous mène pas vers la paix. Alors qu'il n'y a soi-disant pas d'argent pour les services publics, les milliards pleuvent sur l'industrie militaire. Tout cela nous fait entrer dans un engrenage qui peut nous mener au pire.

Ce choix de la majorité est d'autant plus scandaleux que notre pays traverse aujourd'hui une crise du logement sans précédent. Les capacités d'accueil des logements sociaux sont très largement insuffisantes, le locatif privé voit ses loyers exploser et l'accès à la propriété est très complexe renforçant la pression sur le parc locatif. Si la situation nationale est tendue, celle en Haute-Savoie est encore pire avec des prix parmi les plus élevés du pays (hors Ile-de-France) rendant l'accès au logement quasi impossible pour bon nombre de travailleurs du département.

Alors que les réformes successives du Livret A et du LDDS ont affaibli les possibilités de financement du logement social (en particulier celle de 2009), la logique aurait donc voulu que des mesures soient prises afin de renforcer les capacités de financement du logement social. Mais comme toujours le pouvoir en place préfère défendre les intérêts des industriels (y compris ceux qui produisent des bombes) plutôt que de rendre accessible le logement à tous. C'est ce qu'on appelle un gouvernement de classe !

LES EFFETS DRAMATIQUES DE LA CASSE DE LA PSYCHIATRIE EN FRANCE

Une nouvelle fois l'actualité dramatique de ces derniers jours souligne le délabrement du secteur de la psychiatrie au plan national. Celle-ci venant après l'événement d'Annecy il y a quelques mois.

Aujourd'hui, au gouvernement comme dans la plupart des médias à sa botte, la psychiatrie est considérée non plus comme un acteur de soins mais comme un supplétif de la politique répressive en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. Darmanin rejetant même la responsabilité de l'assassinat de Paris sur une «défaillance psychiatrique». Quel scandale quand on sait qu'un quart des établissements de psychiatrie ont fermé entre 11 et 30% de leur capacité et que les personnels médicaux et paramédicaux n'ont plus les moyens humains pour suivre les patients atteints de pathologies psychiques, en pleine déshérence !

En cette rentrée 2023, la crise dans le secteur de la santé mentale s'aggrave un peu partout en France, notamment avec des patients non pris en charge ou trop tardivement. Chaque jour, chaque semaine, des conflits éclatent un peu partout dans des hôpitaux psychiatriques, liés à la fermeture de lits. Quelques chiffres sur ce cri d'alarme : depuis 2020, 58 % des établissements publics ont fermé des lits de psychiatrie. En Haute-Savoie, plus de 100 lits fermés depuis cet été, les services d'hospitalisation complète de Thonon supprimés, des CMP (Centres Medico-Psychologiques) qui ne peuvent plus faire face à des centaines de demandes de prises en soin... Toute une population, patients et familles, abandonnée dans des déserts médicaux !

Cette situation ne peut plus durer. Les communistes la dénonce depuis des années et exigent un plan d'urgence exceptionnel pour la santé, car ce sont toutes les spécialités médicales qui sont aujourd'hui menacées de disparition dans certains territoires. L'hôpital public s'effondre, asphyxié par son financement à la Tarification à l'Activité (T2A) qui a transformé l'hôpital public en usine de production de soins, mis en concurrence les établissements, les services, les équipements entre eux. Par contre, le secteur privé prospère sur les ruines du public. Des groupes comme Ramsay ou la Générale de Santé en Haute-Savoie, en choisissant de ne traiter que les actes fortement lucratifs, explosent leurs bénéfiques, au détriment de la Sécurité Sociale, des mutuelles et des patients contraints aux dépassements d'honoraires.

La médecine libérale, suite aux effets dévastateurs du numerus clausus imposé dans les années 1980 (limitant le nombre de formations de médecins généralistes et spécialistes pour soi-disant réduire les dépenses de santé à venir), est aujourd'hui également en grande difficulté. Pas un territoire de notre département où le manque de médecins ne se fait ressentir. Dans le Chablais, 11.000 citoyens n'ont pas ou plus de médecin référent suite à la vague des départs en retraite qui s'intensifie.

Les militants communistes ont pris, avec d'autres citoyens engagés, la question de la lutte contre les déserts médicaux et de l'accès aux soins pour tous à bras le corps. Depuis 2014, ils luttent au sein du Collectif Santé Chablais pour la création de Centres de Santé publics dans les différents territoires, avec des médecins et paramédicaux salariés. Des premiers succès voient le jour en cette fin d'année dans notre département avec l'ouverture d'un centre de santé municipal à Bons en Chablais avec 3 praticiens généralistes et un pédiatre salarié, ainsi qu'un autre projet qui va se concrétiser en 2024 avec la commune de Viry, projets accompagnés par La Fabrique des Centres de Santé.

Des choix politiques audacieux et urgents sont nécessaires pour garantir l'accès aux soins et à la prévention pour tous les citoyens. Le conseil départemental de Haute Savoie devrait prendre exemple sur ce qui a été fait et rend pleinement satisfaction, par son homologue de Saône et Loire avec la création d'un réseau départemental de centres publics de santé avec des praticiens salariés.

LE PCF EN HAUTE-SAVOIE

Section d'Annecy et bassin annécien

- Mail : pcf.annecy@proton.me
- Adresse : PCF Annecy, 8 rue Antoine Berthod, 74960 Annecy.

Section du Chablais

- Mail : pcfchablais@gmail.com
- Site : lesgiboulesdemarx.blogspot.com
- Adresse : PCF Chablais, 5 boulevard des Trolliettes, 74200 Thonons-les-Bains

Section du Faucigny

- Mail : pcffaucigny@orange.fr

Section du Genevois

- Mail : pcfannemassegenevois@gmail.com

AVEC L'EXTERNALISATION DE L'ENTRETIEN DES LYCÉES, WAUQUIEZ FAIT UN NOUVEAU CADEAU AU PRIVÉ

Les lycées sont placés sous la tutelle des régions qui doivent organiser, notamment, l'entretien des locaux. Ce sont donc des agents territoriaux qui s'occupent de cette tâche ô combien importante. Laurent Wauquiez, président de la région, vient de décider sans consulter personne d'externaliser ces missions vers le privé. C'est une nouvelle étape de la casse du service public orchestrée par la région !

La région AURA gère plus de 250 lycées et Wauquiez vient d'annoncer le lancement d'une « expérimentation » destinée à transférer l'entretien de ces établissements à des entreprises privées. Dans le détail, 8 établissements (dont le lycée professionnel Gordini d'Annecy) ont d'ores et déjà été sélectionnés pour lancer le processus d'externalisation dès la rentrée 2024. Douze autres établissements suivront en 2026. Il n'y a aucun doute sur le fait que la majorité régionale souhaite très rapidement liquider tout l'entretien public des lycées au profit des entreprises privées.

C'est un véritable scandale quand on sait que ces agents de la région ne sont pas uniquement là pour faire le ménage. Il s'agit de membres à part entière de la communauté éducative qui assurent une présence humaine au sein des établissements et permettent à tous de travailler dans de bonnes conditions.

L'externalisation va profondément dégrader ces missions. Des agents territoriaux stables, insérés dans les équipes vont être remplacés par des salariés du privé précarisés, extérieurs aux établissements et qui changeront au gré des appels d'offre.

Pour les travailleurs du secteur c'est à coup sûr une dégradation de leurs conditions de travail car on connaît la situation des salariés du nettoyage : précarité, faibles salaires, temps partiel subi...

Alors évidemment, on entend déjà arriver l'éternelle petite musique des économies qui vont être réalisées pour le contribuable. Là encore, rien n'est moins sûr ! Bon nombre de ces externalisations se sont soldées par un coût bien plus important pour les collectivités. Il faut bien financer le profit des grands groupes privés !

Dégradation du service rendu, casse des conditions de travail et hausse des coûts... voilà le résultat connu d'avance de cette « expérimentation ». Seul Wauquiez - et sa majorité - semble ne pas le savoir, trop entêté à toujours vouloir défendre les intérêts capitalistes.

Les agents territoriaux des lycées et leurs syndicats se sont fortement mobilisés en décembre. Communistes nous les soutenons pleinement dans leur lutte et nous les soutiendrons dans leurs futures actions. Nous appelons la région à cesser immédiatement cette expérimentation et à assurer la pérennité de l'entretien public des lycées tout comme d'ailleurs la gestion publique des cantines scolaires. Ce ne sont pas de groupes privés prédateurs dont nous avons besoin dans nos écoles, mais de personnels attachés aux missions du service public.

LES ACTIVITÉS DU PCF74

- **Présence du PCF sur les marchés boulevard du Taine à Annecy et Vallon à Cran.**
- **13 octobre : participation à la manifestation interprofessionnelle. Le MJCF participe à la mobilisation du lycée Baudelaire à Cran.**
- **6 novembre et 15 décembre : formations économiques à la section d'Annecy.**
- **9 au 12 novembre : vote des adhérents sur la stratégie des élections européennes.**
- **Octobre/décembre : participation aux différentes manifestations pour exiger la paix en Palestine et Israël. Ci-dessous notre présence à la manifestation de Thonon.**



- **5 décembre : distribution lors de la foire Saint-André à Annecy.**
- **13 décembre : conseil départemental du PCF74.**
- **18 décembre : participation à la manifestation pour la journée des migrants.**

POUR NOUS CONTACTER

Mail : journal.allobroges@gmail.com
 Courrier : PCF74, 8 rue Antoine Berthod, 74960 Annecy
 Téléphone : 04 50 22 33 00

LES ALLOBROGES DE HAUTE-SAVOIE

Directeurs de la publication :
 Loris Fontana
 Jean-Philippe Robert